

# **ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE - VALÉRY GISCARD D'ESTAING**

Etablissement public national à caractère administratif

Créé par le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié

Numéro SIREN 180 092 447 000 10 Code APE 925 C

## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**OPERATION : TRAVAUX DE REFONTE DE L'ACCUEIL DU MUSEE D'ORSAY**

---

**CCAP ANNEXE 7**  
**MISSION CSPPS**

## **1 CONTENU DES MISSIONS OBLIGATOIRES PAR PHASE**

Pour chaque phase (conception et réalisation), le CSPS doit *a minima* assurer les tâches décrites ci-après par élément de mission :

### **1.1 Phase conception**

#### **1.1.1 Esquisse et diagnostic**

- Ouvrir le registre journal de coordination (RJC) dès la notification du marché subséquent.
- En cas de concours, assister aux réunions de la commission technique et rédiger un rapport d'analyse des projets architecturaux destiné au jury.
- Analyser le dossier ESQ ou DIAG et toutes pièces ou études réalisées (diagnostics préalables, DIUO existant, étude géotechnique,...) et transmettre ses préconisations au travers d'un document de synthèse au maître d'ouvrage et une copie à l'équipe de maîtrise d'œuvre.
- Si besoin, participer à une réunion de conception avec le maître d'œuvre afin d'analyser conjointement les points liés à la sécurité du chantier et aux interventions ultérieures à intégrer au projet.

#### **1.1.2 Avant-projet sommaire**

- Effectuer une visite préalable du site avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'exploitant sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier, visant à :
  - délimiter le chantier ;
  - matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
  - préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
  - définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel ;
  - arrêter les consignes de sécurité.
- Analyser le dossier APS, et s'il estime nécessaire suggérer au maître d'ouvrage des investigations complémentaires.
- Élaborer le PGC.
- Constituer le DIUO.
- Tenir à jour le RJC.
- Sur convocation du maître d'ouvrage, participer aux réunions organisées par le maître d'ouvrage et propose, si besoin, une réunion regroupant le CSPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.
- Si plusieurs opérations sont conduites dans le même temps par plusieurs maître d'ouvrage, accompagner celui avec lequel il est en lien contractuel, dans la concertation avec les autres maître d'ouvrage en vue de prévenir les risques de l'interférence des interventions.

#### **1.1.3 Avant-projet définitif**

- Analyser le dossier avant-projet définitif, faire des propositions et les transmettre au travers d'un document de synthèse à l'équipe de maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.
- Assister, si besoin, le maître d'ouvrage pour la rédaction des déclarations préalables qui sont transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP et à l'inspection du travail à joindre au dépôt de permis de construire.
- Sur convocation du maître d'ouvrage, participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre et propose, si besoin, une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

- Mettre à jour le registre-journal, le PGC et le DIUO.

#### **1.1.4 Phase projet et consultation des entreprises**

*Nota* : en cas d'opération sans maîtrise d'œuvre privée, la mission du coordonnateur intervient à compter de cet article pour la phase conception.

- Analyser les dossiers de conception, vérifier la cohérence des pièces du marché avec le PGC, participer aux réunions concernant la coordination, visiter le site du chantier et transmettre les avis et observations.
- Donner un avis sur le calendrier contractuel d'exécution afin de veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives.
- Remettre au maître d'ouvrage pour intégration au dossier de consultation des entreprises le plan général de coordination définitif (PGCSPS) qui est un document contractuel des marchés de travaux.
- Compléter le DIUO et préparer la liste des éléments nécessaires à fournir par le maître d'œuvre et éventuellement par les entreprises.
- Veiller, que suite à la demande de renseignements réalisée par le maître d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE.
- Pour les opérations de catégorie 1, élaborer le projet de règlement du CISSCT, le remettre au maître d'ouvrage pour l'annexer aux documents de consultation des entreprises et rappeler dans le PGC la mission du CISSCT.

#### **1.1.5 Assistance à la passation des marchés de travaux**

Sur demande expresse du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS intervient lors de la mise au point des marchés d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

### **1.2 Phase réalisation**

#### **1.2.1 Préparation de chantier**

Le CSPS doit :

- Procéder avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris entreprise sous-traitante, à une inspection commune du chantier.
- Préciser au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération et l'informer sur les risques importés et exportés.
- Programmer cette inspection commune avant la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
- Communiquer l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non

clos et non indépendants.

- Délimiter le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier.
- Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir).
- Préciser les voies de circulation que peuvent emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Définir les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels ont accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants.
- Demander les PPSPS aux entrepreneurs, les réceptionner et vérifier leur conformité avec les dispositions du PGC (PM : les entreprises disposent de 30 jours, ou 8 jours pour les travaux de second œuvre et hors liste des travaux à risques particuliers, suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux). Si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conforme au PGC.
- Organiser, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- Définir les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales.
- Proposer les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Adapter le PGCSPPS en y adjoignant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS.
- Informer le représentant du maître de l'ouvrage de l'adjonction des PPSPS dans le PGCSPPS.
- Sur convocation du maître d'ouvrage, participer aux réunions de préparation et organiser, si besoin, une réunion de sécurité avec les entreprises, le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.
- Consigner dans le registre-journal et tenir à jour au fur et à mesure de l'opération, dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux.
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demande les PPSPS établis par les autres entrepreneurs.
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel.

### **1.2.2 Phase exécution de chantier**

Le coordonnateur SPS doit :

- Compléter et adapter le PGC en fonction de l'évolution du chantier et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants.
- Veiller à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections d'chantier.
- Tenir à jour et conserver le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle. Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par l'un des titulaires des marchés de travaux, dans la zone vie du chantier. Cette obligation peut être modulée à une exigence de capacité de présentation du RJC si celui-ci est dématérialisé.
- Compléter, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO.
- Demander aux titulaires des marchés de travaux, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO.
- Faire porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux.
- Participer aux réunions de chantier et assurer un suivi régulier du chantier par les visites périodiques et inopinées.
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, aux visites de chantier, à l'analyse des documents, des observations ou propositions, les consigner dans le registre-journal et s'assurer que ses

observations sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers. Produire des comptes rendus et communications diverses avec, autant que possible, photographies significatives à l'appui.

- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.

En complément, pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, le coordonnateur doit :

- Présider le CISSCT, constitué par le maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux.
- Organiser les réunions du CISSCT qui ont lieu au moins tous les 3 mois.
- Rédiger le PV des réunions du CISSCT, les consigner sur un registre et les diffuser aux représentants des entreprises présentes, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

### 1.2.3 Phase réception des travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Remettre au maître d'ouvrage la dernière version du PGC.
- Finaliser le DIUO en collaboration avec le maître d'œuvre et le remettre au maître de l'ouvrage.
- *Nota* : si le coordonnateur n'a pas reçu l'ensemble des documents qu'il estime nécessaire, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes. Il met à jour le DIUO dès réception des éléments.
- Compléter et faire viser le registre-journal et le conserver pendant 5 ans après réception des travaux. Le cas échéant, conserver le registre du CISSCT pendant 5 ans après réception des travaux.

### 1.2.4 Garantie de parfaite achèvement

Le coordonnateur SPS doit :

- Modifier et compléter, si nécessaire, le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires (visites et/ou réunions).

## 2 LES RESPONSABILITES DU CSPS

Le coordonnateur ne décharge pas le maître d'ouvrage et éventuellement le maître d'œuvre de leur responsabilité.

Selon l'article L.4532-6 du Code du travail, « *l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent Code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil* ».

Cependant, sa responsabilité pénale pourra être recherchée, dès lors qu'un accident interviendra sur le chantier, sur le fondement des « coups et blessures » ou de « l'homicide » involontaires.

Le conseil d'État considère que le coordonnateur n'est pas soumis à la responsabilité des constructeurs, car même s'il est titulaire d'un contrat de louage d'ouvrage, il n'est pas chargé de la conception ou de la réalisation de l'ouvrage.

### 3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

- Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.
- Articles L.4532.1 à L.4532.18 et R.4532.1 à R.4532.98 du code du travail
- Arrêté du 25 février 2003 fixant la listant les travaux comportant des risques particuliers.
- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil et ses décrets d'application.
- Décret 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ou CISSCT.